



Distr.
LIMITEE
T/COM.4/L.29
2 mai 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DU PRESIDENT GENERAL ET DU SECRETAIRE GENERAL ADJOINT
DU KNDP CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

BUEA, CAMEROUN MERIDIONAL,

Le 13 février 1958

A Son Excellence le Gouverneur général
de la Fédération de la Nigeria, IAGOS
Sous couvert du Commissaire du Cameroun
BUEA, CAMEROUN MERIDIONAL.

Monsieur le Gouverneur général,

Pétition contre des motions de membres du KNC/KPP qui ont été adoptées.

Nous, membres du Groupe parlementaire du KNDP, agissant en notre nom et en celui de tous les membres du Parti et de nos sympathisants, avons l'honneur de protester auprès de vous contre les motions suivantes, adoptées aux dernières séances de la Chambre d'assemblée du Cameroun, tenues les 11 et 12 février 1958 :

- i) La motion de M. N.N. Mbile, tendant à ce que :
"l'honorable Chambre d'assemblée prie Son Excellence le Gouverneur général de la Fédération de la Nigeria d'intervenir auprès du Gouvernement de Sa Majesté en vue de l'inclusion dans les textes constitutionnels (qui doivent être promulgués sous peu) d'une disposition permettant l'institution immédiate d'un système ministériel de gouvernement, comme prévu à l'alinéa f) du paragraphe 64 du rapport de la dernière conférence relative à la Constitution de la Nigeria."
- ii) La motion du Dr E.M.L. Endeley, tendant à ce que :
"l'honorable Chambre d'assemblée fasse connaître au Gouvernement de Sa Majesté, par l'intermédiaire du Gouverneur général de la Fédération

de la Nigeria, que, puisque Sa Majesté a résolu d'accorder l'autonomie régionale aux régions qui la désirent, la Chambre d'assemblée souhaite que l'autonomie soit accordée au Cameroun méridional en 1959 au plus tard, à titre de garantie complémentaire de la situation du Territoire lorsque la Fédération de la Nigeria accédera à l'indépendance totale en 1960".

iii) La motion de M. P.N. Motomby-Woleta, tendant à ce que :

"l'honorable Chambre d'assemblée prie Son Excellence le Gouverneur général de la Fédération de la Nigeria de supprimer le paragraphe b) de l'article 9 de la loi No 10 du Cameroun méridional (1958), portant règlement relatif aux élections à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional, et d'insérer dans ledit règlement des dispositions prévoyant la radiation des listes électorales de toute personne qui y a été inscrite en application du paragraphe b) de l'article 9".

Nous protestons contre l'adoption de ces motions et soulignons ce qui suit :

Attendu que le terme territoire quasi-fédéral n'a pas été abandonné, malgré la recommandation contenue dans le rapport de la Conférence de 1957 relative à la Constitution de la Nigeria,

Attendu que les élections générales à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional, qui doivent permettre de porter le nombre des membres élus de 13 à 26 et de supprimer les 6 sièges occupés par des membres de l'Administration autochtone, n'ont pas été organisées,

Attendu que ni le Haut Commissariat ni le Cabinet n'ont été créés,

Attendu qu'il est admis que tout changement de la Constitution doit refléter les vœux du corps électoral, à qui appartient la souveraineté politique dans n'importe quel pays,

Attendu que le présent gouvernement a complètement perdu la confiance du peuple du Cameroun méridional,

Attendu que dans son message du Nouvel An de 1958, Son Excellence le Gouverneur général a informé la population du Cameroun méridional que des élections générales à la Chambre d'assemblée allaient bientôt avoir lieu et que le système ministériel de gouvernement ne serait institué qu'ensuite,

Attendu que ce serait faire fi des désirs de la population que d'instituer un système ministériel de gouvernement et d'accorder l'autonomie sans procéder au préalable à une consultation générale du public,

Attendu que l'inclusion du paragraphe b) de l'article 9 du règlement relatif aux élections à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional résultait d'une réaction populaire appuyée par le KNC (1951-57),

Attendu que la suppression du paragraphe b) de l'article 9 du règlement relatif aux élections à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional (1958) équivaldrait à refuser au peuple le droit de choisir librement son propre gouvernement, principe absolument fondamental des droits de l'homme,

Craignant que l'adoption de ces motions ne présage une ère d'autocratie, de malaise et de luttes politiques, et

Etant donné qu'en votre qualité d'Administrateur du Territoire, vous êtes mieux placé pour sonder l'opinion publique et pour juger de sa réaction, nous vous prions de bien vouloir non seulement appuyer le rapport de la conférence, mais encore rejeter les motions ci-dessus et permettre que l'évolution politique suive le cours démocratique si bien indiqué dans les recommandations présentées par des experts constitutionnels avertis.

Veuillez agréer, etc.

J.N. FONCHA (J.N. Foncha)
(Président général)

CHI BIKOM (M. Chi Bikom)
(Secrétaire général adjoint)

Copie :

1. Au Commissaire du Cameroun, Buéa
2. Au Secrétaire d'Etat aux Colonies, Colonial Office, Londres
3. Au Secrétaire général de l'ONU, Lake Success, New York
4. A la Presse
5. Au N.B.C., Lagos

N.B. Toutes communications doivent être adressées au :
Secrétaire général adjoint,
Secrétariat National du KNDP
Mankon,
P.O. Bamenda,
CAMEROUN MERIDIONAL.